

# Législatives 2024 : les catholiques et la tentation du RN...

Et pourtant déjà Jean-Jacques Rousseau écrivait : « *La tentation est un jeu dangereux où il est facile de perdre. C'est pourquoi il faut être prudent et réfléchir à chaque pas* ». Puisse-t-il être entendu !

On retiendra sur ce thème à l'ordre du jour et pour ne pas céder à la facilité qui consiste à décréter la construction de barrages dont on ne peut garantir l'étanchéité, deux articles récemment mis en ligne sur le site de Goliath News et un message publié dans *La Croix* du 4 juillet 2024 :

## 1. Législatives 2024 : les catholiques et la tentation RN

*Goliath*, 3 juillet 2024

<https://www.goliath-editions.fr/2024/07/03/legislatives-2024-les-catholiques-et-la-tentation-rn/>

### Des voix sans souffle

Le vote catholique en faveur de l'extrême serait passé sous le tapis des sacristies si la décision soudaine de dissoudre la

Chambre n'avait pas contraint les évêques de France, comme citoyens engagés dans la vie de la Cité, à se prononcer selon leur foi, face au risque de conquête du pouvoir par le RN et ses alliés. Leur déclaration accompagnée d'une prière publiée le 20 juin n'est certes pas une prise de position à la hauteur des enjeux. La surprise n'est, malheureusement, pas totale, mais la déception entière ! Et riche d'enseignements...

### **Mauvais départ**

On connaît la brutalité de l'assertion paulinienne : « *Tout pouvoir vient de Dieu* » (Rm 13,1). Cette affirmation serait la base d'une doctrine juridico-politique destinée à justifier théologiquement et donc absolument l'ordre établi. En Rm 13,5, Paul exhorte derechef les chrétiens à une extrême loyauté envers le pouvoir, quelles que soient sa nature et ses lois : « *C'est pourquoi, déclare l'apôtre, il est nécessaire de se soumettre, non seulement par crainte de la colère, mais aussi par motif de conscience* ». Cette soumission nécessaire au pouvoir, y compris le plus corrompu, est prônée aussi dans la *Cité de Dieu*, où Augustin soutient cet impératif, censé rendre les chrétiens dignes de la « *céleste République où la loi est la volonté de Dieu* ».

En optant pour la puissance séculière sur le modèle de l'Empire, l'Église s'est empressée de trouver dans le discours de Paul une justification de tout pouvoir absolu, incontestable, quels que soient ses crimes. La lettre de Paul, et ceci a été perdu de vue, avait un but plus politique que religieux dans la mesure où il lui importait de lever toute ambiguïté (c'était une question de survie des premières communautés chrétiennes) quant à une volonté des chrétiens

de s'opposer à l'empereur, de prendre le pouvoir au nom de Dieu. « *Sois tranquille, César, même si tu ne le sais pas, ton pouvoir est sacré, nous n'y toucherons pas* ». Plus tard, la divinisation du pouvoir affermira le trône et lui garantira la protection divine et les succès bien terrestres : « *In hoc signo, vinces* » (vision de Constantin, 312).

L'Église ne lâchera plus ce moyen de soumettre à sa volonté tous les princes par le biais de l'onction. Le prêtre reçoit l'Ordre et donne l'onction. Ainsi s'opère un glissement où le pouvoir ne vient plus tant de Dieu que de ceux qui - s'étant proclamés tels - le représentent sur terre et expriment sa volonté qu'ils sont seuls à connaître. Le pouvoir ne peut avoir d'autre légitimité qu'extérieure au monde où il s'exerce. La démocratie n'a pas de sens, si ce n'est celui du blasphème. Les papes du XIX<sup>e</sup> siècle le ressassaient.

La lettre de Paul pouvait cependant, au cours des siècles, recevoir des interprétations fort différentes. Mais pourquoi penser quand, par le verbe et l'épée conjoints, on se taille une situation temporelle bien avantageuse ? On peut oublier que « *c'est à Toi qu'appartiennent le règne, la puissance et la gloire* » et « *pour les siècles des siècles* ». La formule entérine en apparence l'absolutisme immuable pour justifier le pouvoir temporel absolu comme un témoignage du pouvoir divin. Pourtant, cela peut être entendu de toute autre façon. Nul n'engendre son pouvoir (et le sang serait-il bleu) ne saurait le transmettre à quiconque. La précarité du pouvoir n'épargne nul gouvernant qui, réclamant la puissance et la gloire, se fait usurpateur, comme se font serviles ceux qui se soucient de les lui procurer.

## 2. Extrême droite : Honte aux évêques français !

*Golias, 18 juin 2024*

<https://www.golias-editions.fr/2024/06/18/honte-aux-eveques-francais/>

Alors que les catholiques pratiquants ont voté plus massivement que la moyenne des Français pour l'extrême-droite lors du scrutin des européennes le 9 juin (32 % d'entre eux pour la liste de Jordan Bardella et 10 % pour la liste de Marion Maréchal), **le silence des évêques français dans la campagne des élections législatives est assourdissant**. Leur désertion en rase campagne électorale est une faute devant le pays, mais surtout devant l'Évangile.

Les sondages jaugent à hauteur de 8 à 10 % de la population la proportion des catholiques dits pratiquants. Longtemps, ceux que l'on appelait les « messalisants » ont constitué un bloc assez homogène, ancré dans la droite républicaine. Ils ont voté très majoritairement en faveur de Nicolas Sarkozy en 2012 (45 %), puis, malgré les affaires, ils se sont prononcés pour François Fillon en 2017 (46 %) ; seule une minorité, moins de 20 % d'entre eux, se déportèrent alors vers la droite dure, franchissant le cordon dit sanitaire, tendu face à la progression des partis nationalistes et souverainistes. C'est en 2022 que ce cordon s'est nettement coupé : le vote catho a alors suivi celui de l'électorat de droite, lâchant Valérie Pécresse pour bifurquer vers Marine

Le Pen et Éric Zemmour. Les candidats d'extrême-droite obtenaient 40 % des voix des pratiquants.

### **Spectre du « grand remplacement »**

Pour comprendre un tel glissement et sa nouveauté, la cassure pour le moins vertigineuse qu'il représente, il faut tout d'abord se rappeler qu'il intervient dans un contexte de déchristianisation, avec l'effondrement des pratiques catholiques. *Dans tous les villages, les églises se ferment et elles se vident dans les villes où elles restent ouvertes.* « Le socle anthropologique et culturel catholique sous-jacent de la société française a sauté », comme l'observe le sociologue Jérôme Fourquet<sup>1</sup>. Les catholiques ne vivent pas dans un bocal. Ils se laissent emporter par les mouvements d'ampleur qui travaillent l'ensemble du corps électoral. Et quand ils se manifestent encore en tant que tels, c'est avec la « Manif pour tous », pour interdire le mariage aux couples de même sexe, avec Alliance-Vita, pour mener la croisade anti-IVG, et autres « Soulager mais pas tuer », pour bloquer la loi sur la fin de vie. Toutes les manifestations qui s'inscrivent à droite, toutes, charrient des remugles identitaires, et agitent le spectre du « grand remplacement » : *tandis que nos églises se ferment, des mosquées s'ouvrent, clament-ils.*

« J'appelle la droite à abolir enfin le fameux et funeste cordon sanitaire », professe Eric Zemmour. Message bien reçu donc par les catholiques pratiquants lors des Européennes du 9 juin, désormais plus enclins à voter RN ou Reconquête que l'ensemble des Français, avec un score de 42

points. Alors que les « cathos de gauche », divisés et déçus, ne sont plus entendus comme ils l'ont été pendant plusieurs décennies après Vatican II, ces catholiques pratiquants ont pris conscience de leur statut de minoritaires et ils ont opté pour la stratégie du repli, envoyant leurs enfants dans des écoles confessionnelles, les enrôlant dans des troupes de scouts paramilitaires, déployant une contre-culture avec ses événements folkloriques d'ampleur, ou au Puy-du-Fou, où comme le note l'historien Patrick Boucheron, « une toute petite France est célébrée, une conception étriquée de son histoire, réduite à quelques chromos surannés »<sup>2</sup>, happening de la France chrétienne immuable et hors d'âge, fille aînée de l'Eglise retranchée de la post-modernité et de sa diversité.

### **3. Législatives 2024 : un rapport alerte la France sur les conséquences d'une victoire du RN**

par

*Lauriane Clément, La Croix, 4 juillet 2024*

<https://www.la-croix.com/france/legislatives-2024-un-rapport-alerte-la-france-sur-les-consequences-d-une-victoire-du-rn-20240704>

Trois jours avant le second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet, le think tank Destin commun publie un rapport pour penser les jours qui vont suivre. Neuf experts internationaux ayant connu l'arrivée au pouvoir de la droite

autoritaire et populiste dans leurs pays donnent les leçons à en tirer. :

« Pour le think tank Destin commun, expert des phénomènes de polarisation qui fragilisent la démocratie, il n'est aujourd'hui plus question de comprendre ce qui a amené l'extrême droite à être aux portes du pouvoir en France. Mais de réfléchir à ce qui pourrait nous attendre après le second tour des élections législatives. C'est tout l'objet du *rapport* « *Le jour d'après* », publié le 4 juillet. Celui-ci donne la parole à neuf experts, parmi lesquels des chercheurs, des journalistes et d'anciens responsables politiques, qui ont vu la droite autoritaire et populiste accéder au pouvoir dans leur pays, en Pologne, Hongrie, Italie, au Brésil et aux États-Unis. Deux d'entre eux dressent aussi la situation au Royaume-Uni huit ans après le Brexit. »

○



○

○

• RÉAGIR

•

•

•

Pour le think tank Destin commun, expert des phénomènes de polarisation qui fragilisent la démocratie, il n'est aujourd'hui plus question de comprendre ce qui a amené l'extrême droite à être aux portes du pouvoir en France. Mais de réfléchir à ce qui pourrait nous attendre après le second tour des élections législatives. C'est tout l'objet du rapport « Le jour d'après », publié le 4 juillet. Celui-ci donne la parole à neuf experts, parmi lesquels des chercheurs, des journalistes et d'anciens responsables politiques, qui ont vu la droite autoritaire et populiste accéder au pouvoir dans leur pays, en Pologne, Hongrie, Italie, au Brésil et aux États-Unis. Deux d'entre eux dressent aussi la situation au Royaume-Uni huit ans après le Brexit.